



contre les systèmes de domination - grenoble et agglo

COMMUNIQUER
RELAYER
INFORMER
CONFATIRE

• ça soulève du lourd •

2019

Le rhizome est une structure racinaire qui se développe à l'horizontale. Il est parfois utilisé comme un symbole de l'organisation (politique ou cognitive) en réseau, sans subordination entre les parties, à l'opposé d'une organisation hiérarchique.

C'est quoi ce papier ?

Un an de luttes sur Gre en version papier, piochés sur le site du CRIC, à lire dans le tram, aux toilettes, avant de dormir ou en cas d'insomnie, à laisser traîner, à distribuer pour continuer à faire vivre la motivation et la détermination pour les luttes sociales dans l'agglomération.

Au programme

- Flash-back 2018 - p.2
- Extraits d'infos locales - p.3, 5, 7, 10, 12, 14, 15
- Fil d'infos chronologique - p.8, 9
- Extraits d'analyses - p.4, 6, 11, 13
- Infos sur le CRIC et la publication - p.16
- Mise en bouche 2020 - p.16

Flash-back 2018

Pinkwashing à la marche des fiertés de Grenoble : on riposte !

Le pinkwashing [...] est une stratégie politique utilisée entre autre par l'État d'Israël.

Il a pour but de mettre en avant son traitement soit disant exemplaire des LGBTI afin de se faire passer pour tolérant et progressiste, tout en passant sous silence la guerre et les atteintes aux droits humains. [...]

L'armée de Tsahal [...] se revendique gayfriendly, veganfriendly... voulant nous faire oublier qu'elle massacre des gens chaque jour.

Il y a deux semaines, le lundi 14 mai, des soldats israéliens ont assassiné 60 manifestant-e-s de la bande de Gaza et en ont blessé plus de 2700 [...]

Nous refusons que nos luttes, nos identités et nos vies soient utilisées pour justifier des guerres et la domination d'autres personnes.

Le 26 mai 2018 [...], un char commercial appartenant au bar le Vocalise [...] diffusait sur écran géant et en boucle des vidéos promotionnelles d'un festival à Tel Aviv.

Des camarades sont allé-e-s discuter avec les personnes du char pour leur parler du pinkwashing, de la propagande d'Israël, et du fait que passer ce genre de vidéos n'est pas anodin. Ce à quoi à été répondu que : "C'est trop bien Tel Aviv", "J'ai passé les meilleures vacances de ma vie et je fais pas de politique...". Les vidéos ont continué d'être diffusées tout au long de la marche.

À la fin de la marche, des camarades sont allé-e-s éteindre l'écran pour en finir avec cette propagande.

Les vigiles du bar puis ceux de la marche et le staff sont arrivés en nombre [...] et ont rapidement commencé à taper tout le monde. [...]

Ils ont vite appelé les flics à la rescousse qui ont immédiatement gazé, cogné, traîné par les cheveux, étranglé, et matraqué des personnes. [...]

Pendant tout ce temps, beaucoup de gens continuaient à faire la fête comme si de rien n'était. [...]

Pas de guerre en notre nom !

Contre le pinkwashing et en solidarité avec le peuple palestinien !



Manifestation de soutien aux Soudanais·es réduit·e·s en esclavage

De nombreux Soudanais sont actuellement réduits en esclavage en Libye sans que l'État du Soudan leur vienne en aide. Il s'agit parfois de réseaux organisés depuis le Soudan même. À cela, le régime dictatorial d'Omar El Béchir répond en niant que ces migrant·es soient Soudanais·es, se défaussant ainsi de ses responsabilités accablantes.

Pendant ce temps, des grandes manifestations citoyennes ont lieu au Soudan contre la hausse du prix des produits de première nécessité (pain, médicaments etc.), suite à la décision du gouvernement de privatiser les importations. Ces manifestations sont vivement réprimées : en réponse à cette colère populaire légitime, des morts et des arrestations massives...

Face à cet abandon, les Soudanais·es de la diaspora en Europe s'organisent pour manifester contre la dictature d'Omar El Béchir. Un appel a été lancé dans tous les pays et villes d'Europe où résident des Soudanais·es à manifester ce samedi 27 janvier, en soutien aux Soudanais·es victimes de l'esclavage en Libye ainsi que contre la vague de répression qui s'abat sur le peuple depuis la semaine dernière. [...]

Les Soudanais·es de Grenoble sont elleux aussi mobilisé·es en solidarité avec leur peuple et appellent à une manifestation de soutien pour alerter l'opinion sur la gravité de la situation dans leur pays et contribuer à imposer une réponse politique pour résoudre cette crise. La violence politique doit cesser afin que tous les moyens et toutes les énergies soient concentrées sur l'éradication de l'esclavage des Soudanais·es et des Africain·es en Lybie, à commencer par les criminels mafieux qui opèrent au Soudan. [...]



**l'esclavage est un crime contre l'humanité.
La dignité n'est pas à vendre.
Un peuple qu'on affame est un peuple en colère.
Non à la répression politique.
Non à la dictature !
Liberté au Soudan.**

Rassemblement contre les conférences d'Alliance VITA

Publié le 9 janvier 2019

[...] À partir du 14 janvier, à Grenoble, dans 3 autres villes de l'Isère et dans 120 villes en France, Alliance VITA (association anti-IVG, patriarcale et proche de l'extrême droite) organise une série de conférences "Universités de la Vie" qui s'annonce clairement contre l'IVG, contre la PMA pour les lesbiennes... HALTE À LA MANIPULATION ! Dans de nombreux pays, y compris en Europe, le droit à l'IVG n'est toujours pas acquis. [...] En France aussi le droit à l'avortement est remis en cause de fait par le manque de moyens et les politiques d'austérité qui ont conduit, entre autre, à la fer-

meture de plus d'une centaine de centres IVG ces dernières années.

Dans certains endroits le recours des médecins à la clause de conscience empêche la prise en charge des femmes dans les délais légaux [...]. Près de 5000 femmes sont obligées d'aller avorter à l'étranger [...]. Pour les jeunes, les femmes en précarité, celles qui n'ont pas de mutuelle, celles qui sont sur la sécu de leurs parents ou de leur conjoint, celles qui n'ont pas de papiers... le prix des consultations, des examens

et de l'acte lui-même rendent l'accès à l'IVG très difficile voire impossible.

"En France aussi le droit à l'avortement est remis en cause de fait par le manque de moyens"

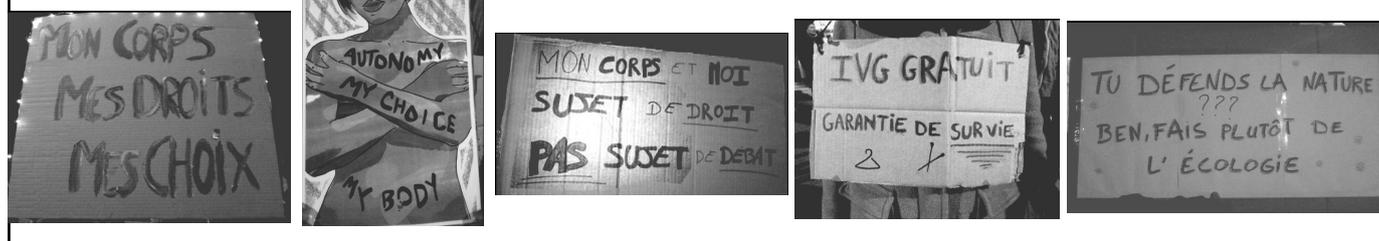
En plus des conditions matérielles, la culpabilité véhiculée dans le cadre de l'institution hospitalière et dans

l'ensemble de la société pèse sur les femmes qui souhaitent avorter. Ces reculs sont alimentés par un climat réactionnaire généralisé en Europe.

[...] **Défense du droit à l'IVG pour toutes les personnes partout !
Extension du droit à la PMA !**

Petit retour des rassemblements en image

Publié le 14 janvier 2019



La Nuit de la Solidarité à Grenoble : Nos questionnements

Publié le 18 janvier 2019

Lettre ouverte du "Parlons-en" à la Métro et à l'Observatoire de l'Hébergement et du Logement.

La Métropole grenobloise [...] organise la nuit de la solidarité le 30 janvier, à partir de 18h. Elle consiste en une maraude citoyenne effectuée par des équipes de bénévoles. [...] Ce projet n'est pas une intervention sociale mais un outil qui a pour finalité de mieux connaître la situation de ces personnes. [...]

Un état des lieux... de plus ?

Depuis plus de 20 ans, de nombreuses associations, collectifs et individus font remonter leurs connaissances, leurs chiffres, leurs histoires, dessinant déjà la réalité du sans-abrisme.

Les alertes se multiplient, les constats sont toujours les mêmes voire s'aggravent sans être suivis d'actions. Il nous semble que les informations concernant les besoins et les parcours des personnes sans toit sont depuis longtemps relayées.

Nous doutons qu'une nuit ponctuelle de recensement soit un outil qualitatif et quantitatif adapté pour faire bouger les consciences politiques. [...]

Les maraudes et l'opinion des personnes concernées

Les maraudes à Grenoble sont nombreuses toute l'année, de jour comme de nuit [...]. Ces démarches sont parfois bien reçues par les personnes concernées, parfois ressenties comme pesantes, répétitives et intrusives.

Déployer 500 bénévoles pour une nuit dans l'année, est-ce une stratégie vraiment adaptée à la fois aux besoins des personnes à la rue en plein hiver, et aux enjeux actuels des maraudes existantes ?

La solidarité, c'est toute l'année. La souffrance à la rue aussi.

Nous sommes fatigué.e.s des actions ponctuelles et médiatiques qui font du non-logement un sujet de société en fonction du thermomètre. [...]

Les moyens humains et financiers déployés

[...] Nous apprenons régulièrement la diminution voire la suppression des subventions publiques. [...] Pourquoi ne pas mettre les forces sur le soutien aux initiatives existantes, ou encore la mise en place d'un dispositif permanent de discussion entre les personnes concernées par l'errance [...] ?

D'autres priorités pour d'autres états des lieux

Nous pensons que ces diagnostics, pour être transparents [...] devraient aussi faire apparaître d'autres données: combien de places d'hébergement à l'année ? Combien en hiver ? Combien de relogements après la trêve hivernale ? Combien de bâtiments et de terrains – en particulier publics – vides ? Combien d'expulsions non empêchées – voire soutenues – par les pouvoirs publics ? [...]

"Parlons-en"

Troupes de montagne : une histoire coloniale

3 octobre 2019

Il y a un peu plus d'un an, à Grenoble, les troupes de montagnes célébraient 130 ans d'existence. Annoncée comme une commémoration à l'occasion d'un anniversaire "exceptionnel", l'événement tend désormais à devenir annuel. Or, les bataillons de chasseurs alpins (BCA) sont partie prenante de l'histoire coloniale française, au passé comme au présent. Une histoire confisquée, et glorifiée par deux expositions successives au musée des troupes de montagne (Bastille).

[...] Été 2018. Un millier de soldats défilait dans les rues, jusqu'à la place Verdun, lieu de la cérémonie. L'ampleur de l'évènement, étalé sur trois jours et sollicitant de grands moyens - tels qu'un énorme feu d'artifice - suscitait déjà l'étonnement. [...] C'est avec une surprise certaine qu'on apprenait le retour de la célébration cette année, les 14 et 15 juin. [...]

Au-delà des accointances entre l'extrême droite et les troupes alpines, de l'imposition de matériel militaire lourd dans les espaces publics, il semble important de rappeler certains pans de l'histoire des troupes alpines.

Si les commémorations invoquent la figure du montagnard sportif, du résistant ou "diable bleu", les bataillons de chasseurs alpins (BCA) sont également partie prenante de l'histoire coloniale française, au passé comme au présent. Les BCA sont issus des chasseurs à pied, corps d'armée s'illustrant particulièrement durant la période des guerres coloniales. C'est le cas du 7ème bataillon de chasseurs à pied, stationné à Grenoble et à Varcès. Le nom de Sidi Brahim évoque aux Grenoblois.es une école élémentaire et une rue. Célébrée comme un acte de "bravoure", la bataille de Sidi Brahim (Algérie, 1845) marque pourtant la défaite du 7ème BCA face aux forces menées par l'Emir Abd El Khader et résistant contre la colonisation. L'engagement des BCA en Kabylie contre la guérilla indépendantiste algérienne renforce cette filiation coloniale. La "mission

de pacification de la Grande Kabylie" devient un laboratoire des stratégies contre-insurrectionnelles à la française. Les soldats mettent en pratique le contrôle des populations théorisé par le militaire français David Galula, qui connaît le succès au cours de cette période. Les troupes alpines rasant les villages pour créer des camps d'internement sous administration militaire, dans le but d'éradiquer les soutiens à la guérilla tout en terrorisant la population par un usage massif de la torture.

"Le musée livre l'histoire que l'armée écrit elle-même"

Malgré une opinion globalement défavorable à la guerre d'Algérie, les troupes de montagnes ne contestent ni leur héritage, ni leur implication. À l'occasion des 130 ans, une exposition est inaugurée au musée des troupes alpines [...]. Évoquant leurs actions en Grande Kabylie, les militaires se félicitent des succès de leur "mission de pacification". [...] On peut voir exposés, en trophée de guerre, des drapeaux algériens cousus main ou encore des objets ayant appartenu à ceux et celles qu'ils nomment les "fellaghas". Les encadrés ne manquent pas de regretter le "dramatique abandon de 1962", c'est-à-dire la signature des accords d'Evian, qui mettent fin à la guerre d'Algérie. Justifiant les moyens employés par les impératifs de la guerre de guérilla, la torture et le viol comme arme de guerre n'y sont jamais nommés.

Un an plus tard, à nouvelle commémoration, nouvelle exposition: c'est désormais l'action des troupes alpines en Afghanistan qui est mise à l'honneur. Le lien avec l'exposition précédente est tout tracé. Alors que la théorie de la contre insurrection à la française a connu la gloire aux Etats-Unis et en Amérique latine, les troupes de montagne, envoyées sur leur terrain de prédilection sont un supplétif rêvé aux troupes américaines. Le parallèle avec la guerre d'Algérie est criant : il s'agit encore d'établir un contrôle des populations, et ce à l'appui de nouveaux moyens technologiques, afin d'isoler les "insurgés". [...] Aux cotés d'une "coiffe traditionnelle afghane" figurent les insignes d'opérations extérieures menées par la France en Afrique. De nombreuses analyses ont démontré la visée néocoloniale des ces opérations [...].

Le discours de justification de la présence militaire française porté par les deux expositions présente de fortes similitudes avec les justifications coloniales du 19ème siècle. Ce sont les mêmes notions de progrès, de développement, d'éducation et de protection des populations qui sont invoquées pour contrôler, administrer et tuer. [...]

Le musée des troupes de montagne livre l'histoire que l'armée écrit elle-même. [...] Louverture intégrale et gratuite des archives militaires est absolument nécessaire pour combattre le colonialisme et mettre à jour les crimes coloniaux.

Les "blouses bleues" continuent la lutte !

Publié le 28 janvier 2019

Après la grève du 24 janvier, les Agent.e.s d'Entretien (AE), ATSEM, Animatrices et animateurs de la mairie de Grenoble continuent le combat contre la déshumanisation au travail, contre la précarité, et pour la dignité. [...]

Aucune réponses de la mairie de Grenoble depuis nos grèves de décembre 2018 [...] Quelle considération porte Monsieur le Maire à ses agent.e.s, lui qui prétend dans les médias soutenir les gilets jaunes et

qui fabrique de la précarité dans sa collectivité ?

Nous le répétons, **tout le fonctionnement de la Direction Éducation Jeunesse, basé sur la précarité, se casse la figure. Ce sont les personnels qui en font les frais en premier lieu et les enfants ensuite.**

Nous voulons que cesse la déshumanisation engendrée par une gestion purement comptable des personnels ! Nous voulons des enga-

gements sur un plan de titularisation, la création d'un pool de remplacements et des postes à temps plein. Nous ne lâcherons rien ! [...]

Nous ferons le nécessaire ensemble AE, ATSEM, Animatrices, animateurs pour nous faire entendre et respecter.



Carnaval pour l'ANDRA !

Publié le 18 mars 2019

[...] Le mardi 12 mars, l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) avait le culot de venir donner des leçons de démocratie à Grenoble. Co-organisatrice des "Rencontres Nationales de la Participation", l'ANDRA y animait un atelier intitulé : "Comment créer du collectif pour construire un projet dans un territoire rural ?". [...]

Comment l'ANDRA peut-elle oser venir parler de "créer du collectif", de "concertation", de "fédérer les acteurs" ?! [...]. L'ANDRA c'est 25 ans de pratiques mafieuses en Meuse et en Haute Marne, de débats publics "cause toujours" (2005-2013), d'achat

des consciences à coup de centaines de millions d'euros et d'opposant.es muselé.es.

A l'heure où la répression policière et judiciaire est à son comble à Bure, l'ANDRA a bien du culot de venir donner des leçons de démocratie.

Mais si elle peut se le permettre, c'est bien que certain.es continuent de lui dérouler le tapis rouge. [...]

"L'ANDRA c'est 25 ans de pratiques mafieuses"

Une dizaine d'activistes ont réussi à s'introduire dans le Musée de Greno-

ble et ont [...] perturbé ce cocktail en dénonçant [...] l'hypocrisie des différents acteurs présents.

[...] Le message était clair : laisser l'ANDRA co-organiser, sans doute financer et parler de concertation lors d'un tel événement est honteux. Les autres co-organisatrices et participants doivent prendre leurs responsabilités et savoir que **tout événement de ce type où l'ANDRA tentera de se racheter une conscience seront systématiquement dénoncés et perturbés.** [...]



Internes exploités, patients en danger !

Publié le 22 décembre 2019

Pour la première fois depuis 1997, les internes de médecine [...] se sont mis en grève illimitée ce mardi 10 décembre. Ils.elles sont 16 000 internes sur 27 000 à s'insurger contre le manque de moyens dans l'hôpital public, la dégradation de la formation et les conditions de travail difficiles. [...]

Défendre l'hôpital public

Tou.te.s parlent de la dégradation progressive des conditions de travail qui touche l'ensemble du personnel soignant. "Dans l'hôpital public, on est déjà au bord du gouffre". [...]

Des conditions de travail de plus en plus difficiles

[...] Près de la moitié des jeunes médecins et 57% des urgentistes sont

concerné.e.s par des symptômes du burn out [...]. Légalement, le temps de travail d'un.e interne ne devrait pas dépasser 48 heures par semaine. [...] "Beaucoup de mes collègues font beaucoup plus que 50 heures par semaine, 60 heures voire 70 heures. Sans être payé.e.s pour ces heures-là." [...]

Un droit de grève difficile à exercer

"C'était compliqué de me mettre en grève le 10 décembre."

Depuis le 10 décembre, les assignations abusives des internes se multiplient. [...]

C'est là le paradoxe terrible des grèves en milieu hospitalier : pour se faire entendre sur la dégradation des soins dans le public, faudra-t-il aller jusqu'à mettre en péril la permanence

de soins ? D'une certaine manière, assurer la prise en charge des patient.e.s d'aujourd'hui en ne faisant pas grève pourrait mettre en danger la santé de ceux de demain, si l'hôpital public continue de se dégrader.

Faire converger les luttes

[...] Pour le moment, les internes de Grenoble suivent l'appel de l'ISNI (InterSyndicale Nationale des Internes) et font la grève des gardes et des astreintes. [...] Faire converger les revendications des médecins avec le mouvement des retraites demeure un des sujets de débat majeur des prochaines semaines. [...]

Seule la convergence des luttes permettra l'amélioration du service public !

Les extrêmes-droites se rejoignent

10 juin 2019

Quelques éléments sur les alliances en cours au sein de l'extrême-droite grenobloise.

Depuis quelques années s'observent à l'échelle locale comme au niveau national des alliances improbables au sein de l'extrême-droite.

Nous proposons ici de partager nos observations et une ébauche d'analyse de ces rapprochements, en nous intéressant plus particulièrement à ceux s'opérant entre Egalité et Réconciliation et Civitas.

Alain Soral à Grenoble : Egalité et Réconciliation Isère frappe un grand coup

Le 23 mars 2019 la section iséroise d'Egalité et Réconciliation (E&R) organisait une conférence intitulée "Brexit, Trump, Gilets jaunes : aujourd'hui la révolte des nations ?" animée par Alain Soral et Youssef Hindi (auteur se revendiquant historien et proche d'E&R, seule organisation française à le diffuser). La conférence qui devait initialement se tenir à Grenoble a finalement eu lieu à Seyssins [...]. De l'aveu même de Soral cette conférence a été déplacée à l'extérieur de Grenoble suite aux pressions exercées par "un avocat de la LICRA tunisien", "les antifas luttant contre l'invasion fasciste" et "un adjoint au maire". Ce dernier, Emmanuel Carroz, ayant par la suite subit des menaces directes.

En vérité Soral et son organisation ont surtout voulu se protéger pour éviter que l'événement soit attaqué comme cela a pu être le cas à plusieurs reprises dans d'autres villes. Une fois encore il était difficile de savoir où se tiendrait la conférence. [...] E&R avait mis en place le 23 mars un service de sécurité maison constitué d'une trentaine de militants dont le rôle consistait à se poster au bord de la route de Saint-Nizier sur environ 2 kilomètres. [...]

Civitas à Grenoble et en Isère

Civitas est une organisation politique catholique traditionaliste qui se présente [...] à des élections depuis 2016. Adeptes du national-catholicisme, les membres de Civitas se revendiquent anti-mondialistes et

sont violemment opposés aux droit à l'avortement et au mariage pour tous. C'est la branche politique des Capucins de Morgon et de la fraternité Saint Pie-X, deux branches intégristes de l'Église catholique [...].

En Rhône-Alpes, Civitas est dirigée par Alexandre Gabriac, 29 ans, ancien du Front national, adepte du coup de poing et du bras tendu. Civitas s'est fait connaître localement par sa participation aux élections législatives 2017. Le 20 mai 2017, Civitas organisait un meeting de campagne à Saint-Martin-d'Hères (le même jour que celui du FN Louis Alliot à Grenoble). Dans la nuit, des individus en moto attaquaient le bidonville Valmy en moto. Deux jours plus tard, des cocktails molotovs étaient jetés sur ce même bidonville, ce qui permit à la préfecture (avec le silence complice de la mairie de Grenoble) d'expulser les habitants sous le prétexte de «trouble à l'ordre public». Le 3 juin de cette même année, Civitas s'illustrait encore par sa banderole lors de la Marche des fiertés ["homofolie ça suffit !"].

Convergences entre Egalité et Réconciliation et Civitas

La conférence du 23 mars n'est pas une première dans l'agglomération grenobloise. La section iséroise d'E&R a pour habitude d'organiser des événements dans l'agglomération. Jusqu'à maintenant il s'agissait d'événements mineurs bénéficiant de peu de communication.

Le 9 février 2019 E&R organisait une conférence avec Civitas à propos de la théorie de l'évolution. Cette conférence se tenait à Fontaine, au bar-tabac le Fontaine [...], dont le nom du propriétaire, Stéphane Janon, apparaissait sur la liste Front National aux dernières élections municipales.

Les convergences E&R-Civitas à Grenoble datent de plusieurs années. Rappelons «l'affaire Sinisi» : Franck Sinisi, élu municipal de Fontaine (d'abord sous l'étiquette FN puis Civitas depuis son exclusion du FN le 18 juillet 2017) avait en effet proposé

«d'arracher les dents en or des Roms» pour financer leurs hébergements. S'en était suivi une forte mobilisation des militant.es et habitant.es de Fontaine lors des conseils municipaux. Les militants de Civitas s'étaient déplacés pour soutenir Sinisi lors de ces conseils, parmi lesquels on trouvait Alexandre Gabriac lui aussi ancien du FN, actuellement n°2 de Civitas et Thibault Barge, candidat Civitas sur la 9ème circonscription de l'Isère lors des dernières législatives.

Suite à ses propos, Sinisi avait comparu devant le Tribunal de Grenoble où il a été condamné à deux mois de prison avec sursis, quatre ans d'inéligibilité et 2000 euros d'amende pour provocation à la discrimination ou à la haine. Franck Sinisi était défendu par l'avocat Damien Viguière, également ami et avocat de longue date d'Alain Soral. Viguière a lui aussi été condamné en avril 2019 avec Soral à 5 000 euros d'amende pour complicité, en raison du contenu de sa conclusion dans sa plaidoirie.

En octobre 2017, le jour du procès, un rassemblement était appelé par des organisations politiques et syndicales. Un individu se présentant comme un étudiant en école de journalisme a réalisé des interviews filmées de camarades avant de les diffuser sur le site d'extrême-droite Media-Presse-Infos. [...]

Alliances à l'extrême-droite

Ces rapprochements entre E&R et Civitas ne s'arrêtent pas à l'échelle locale puisque Soral lui-même était invité à la "Fête du Pays réel", rassemblement annuel de toute l'extrême droite française à Rungis. Soral appelle également ses militant.es à se rendre à l'hommage rendu chaque année par les fascistes de tout poil à Jeanne d'Arc le 12 mai. [...]

Face à l'extrême-droite, restons vigilant.es et mobilisons-nous contre leurs initiatives !

Vérité et Justice pour Adam et Fatih

publié le 5 mars 2019

VÉRITÉ
ET
JUSTICE

Une marche blanche aura lieu mercredi 6 mars à 16h en soutien aux proches de Adam Soli (17 ans) et Fatih Karakuss (19 ans), et pour réclamer que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Poursuivis par la BAC, ils sont morts trop tôt. Encore une fois, la police se rend responsable de la mort de deux jeunes. [...]

Les courses-poursuites, ou la menace d'en engager une, sont pourtant décriées par les keufs eux-mêmes quand elles mettent en danger les personnes. [...] En réalité, depuis plus de 20 ans, rien n'a vraiment changé...

Un appel à témoins a été lancé par les familles [...].

Le procureur de Grenoble a donné dimanche soir une version des faits : Adam et Fatih se seraient fait percutés par un bus. Mais cette version

est fortement remise en cause, la **BAC est accusée d'avoir percuté le scooter**. Quand on connaît les méthodes de la BAC, on est en droit de douter... Le parchocage, c'est à dire le fait pour une voiture de percuter un autre véhicule (essentielle-ment des deux roues) est censé être

interdit par une circulaire de 2005. C'est pourtant une méthode dont les keufs Rhône-alpins se sont fait une spécialité depuis les années 90. Cette technique a un avantage indéniable, la quasi impossibilité de prouver la culpabilité effective des keufs. [...]

Adam et Fatih ne sont pas morts d'un accident de la route. Et s'ils n'avaient pas été de Mistral, un lycéen et un employé de restau conduisant sans casque auraient-ils été poursuivis jusqu'à leur mort ? Dans le quartier, comme dans tous les quartiers populaires, c'est clair que

les provocations de la BAC et ses comportements racistes sont monnaie courante, que les porcs y jouent les cow-boys et que Fatih et Adam savaient bien ce qu'ils fuyaient.

Depuis 3 jours à Mistral la colère s'exprime et les keufs (CRS, police nationale, BAC, gendarmerie) quadrillent le quartier. **Les appels à se rassembler pour réclamer justice sont devancés par la répression**: des cars de CRS et la BAC sont là bien avant l'heure. Lacrymos et tirs de LBD contre cocktails molotov et feux d'artifice.

Soyons nombreux.se.s en soutien aux proches pour que la répression ne transforme pas la colère en abattement et n'efface pas les demandes de justice.

Tant qu'il n'y a pas de justice, il n'y aura pas de paix.

Stop Blackface au Club Lamartine

Publié le 6 novembre 2019

La discothèque Lamartine, club-queer-LGBTI situé au centre ville de Grenoble, a organisé une "jungle party" ce 12 octobre 2019. Sur sa page Facebook, plusieurs vidéos de la soirée montrent des personnes [...] usant d'un imaginaire colonial et négrophobe. [...]

Pour notre part, en tant qu'organisations anti-racistes, des immigrations ou panafricaines, composé.e.s en majeure partie d'afro-descendant.e.s, nous condamnons fermement ces pratiques qui insultent notre dignité.

Qu'est-ce que le "Blackface" ?

C'est le fait pour une personne non afro-descendante de se grimer en "noir" pour s'amuser. Ce n'est pas une pratique anodine : elle s'inscrit dans la longue histoire coloniale et raciste de l'Occident. [...]

Nos cultures ne sont pas des déguisements

Au club Lamartine, à la Jungle Party (en 2019) on se serait cru à l'époque coloniale la plus crasse. [...] Pour compléter le tableau, des peaux de bêtes et des massues style "Famille Pierrafeu" renvoient caricaturalement à... l'âge de pierre. [...]

"C'est bon, on s'amuse"

[...] La plupart des personnes qui se livrent à la pratique du blackface souhaitent simplement s'amuser et n'ont pas d'intentions racistes. Ce n'est pas notre souci. Notre souci est l'impact que peuvent avoir ce type de représentations : les afro-descendant.es sont insulté.e.s [...] et l'imaginaire raciste est entretenu.

"Nos cultures ne sont pas des déguisements"

La négrophobie, le racisme systémique envers les personnes noires qui perdure depuis l'époque esclavagiste ne cesse de faire des ravages dans le monde, et pas seulement aux Etats-Unis. En France, les noir.e.s subissent discrimination à l'emploi, au logement, contrôles de police abusifs et répétés.

Dans un contexte de racisme structurel, [...] nous rappelons que la pratique du blackface est condamnée fermement par le comité des Droits de l'Homme de l'ONU dont la France est un Etat-membre, et par Jacques Toubon, Défenseur des Droits.

Nous demandons donc :

- A l'équipe de la discothèque Lamar-

tine de présenter des excuses de manière publique, et évidemment de ne plus organiser d'évènement avec des thèmes aussi périlleux que celui-ci.

- A M. Carroz, Adjoint à l'Egalité des Droits et à la Vie associative, de prendre acte de ces faits et d'agir pour que ceux-ci ne se reproduisent plus à Grenoble.

- Aux participant.e.s à la soirée et à tout.e un chacun.e de bien vouloir se renseigner sur l'histoire du blackface et de ses impacts sociaux. [...] **Avant de hurler à la censure nous leur demandons de considérer les répercussions actuelles de l'esclavage et la colonisation sur les descendant.e.s des victimes, mais aussi sur leur propres imaginaires.**

Ce sont les conditions nécessaires pour poser les bases d'une société d'égalité et de respect.

"Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral." Aimé Césaire [...]

"Comité Traite Négrière et Esclavage et FUIQP"

Extraits du fil d'info

7 février : Taminou retrouvé mort à Val-des-prés : une fois de plus la frontière tue

"Jeudi 7 février vers 3h du matin, Taminou, un jeune togolais de 28 ans est retrouvé mort au bord de la route qui relie le col de Montgenèvre à la ville de Briançon. Cette mort n'est pas la première à la frontière franco-italienne briançonnaise, qui à déjà vu disparaître 4 personnes depuis 2018. [...] Effectivement les politiques migratoires tuent, et il semble vain de chercher des coupables sans remettre enfin en question la problématique migratoire dans son ensemble."

5 mars : Appel du DAL de Grenoble

"Nous appelons à une mise en œuvre réelle du droit au logement pour tous et toutes. En 10 ans, seules 1733 personnes ont été relogées suite à un avis favorable de la commission de médiation de l'Isère. Localement, les politiques et mesures prises sont défavorables aux locataires, aux sans logements et mal logés.es. [...] A l'heure où nous écrivons ces lignes, des familles sans abris avec de jeunes enfants, se trouvent persécutées à Grenoble par la police nationale, forcées de déplacer leurs tentes d'un parc à un autre."

18 mars : Grève de la faim dans le CRA de Lyon - appel à soutien

"Pour dénoncer l'enfermement et les conditions de leurs détentions (violence policière, pas d'accès aux soins...), les détenus du CRA (centre de rétention administrative) ont entamé collectivement une nouvelle grève de la faim depuis le 16 mars."

9 avril : Occupation du Crédit Agricole à Grenoble

"Le DAL et le Front Contre Les Expulsions, en lutte avec les personnes expulsées le 1er avril par la Préfecture de l'Isère du dispositif de trêve hivernale, malgré la neige annoncée, les personnes à la rue, les locataires, les mal-logés.es, les occupant.es de bâtiments vides, les familles du campement Courtade menacées, occupent [...] une partie de l'ancien bâtiment du Crédit Agricole, rachetée par la Ville de Grenoble et aujourd'hui vide."

27 avril : Contre le système Bouteflika

"Le collectif des Algérien.ne.s de l'Isère appelle à un rassemblement en soutien au peuple algérien mobilisé. "Nous refusons avec le peuple algérien le système Bouteflika, en soutien aux très nombreuses protestations qui ont lieu en Algérie. La Communauté algérienne de la Diaspora a un devoir d'assumer cette phase critique où se joue le sort de l'Algérie et d'affirmer son entière solidarité avec le peuple algérien"."

29 avril : Retours sur la manifestation du 20 avril à la frontière italo-française

"11 heures, manifestation à Montgenèvre. Nous avons imaginé que ce serait un moment communicatif. Bloquer les remontées de piste du Montgenèvre, en quelques sortes proposer aux touristes de faire l'expérience, ne serait-ce que pour quelques minutes de ce que c'est que de se trouver la route barrée, sans possibilité d'avancer. [...] A la frontière comme ailleurs, luttons contre les politiques (anti)migratoires !"

4 mai : Expulsion de Courtade : 3 personnes sans logement

"La préfecture a fait expulser et raser, sur la demande de l'EPFL, le bidonville de Courtade (Fontaine) ce vendredi 4 mai au matin. Tout au long de cette expulsion, ces personnes sont restées sans informations et sans assistance de la part des pouvoirs publics. Aucune solution de relogement n'est prévue et elles se retrouveront à la rue dès lundi matin. La préfecture et les pouvoirs publics doivent trouver des solutions de relogement pérennes pour ces trois personnes."

8 mai : Pour une lutte antiraciste, décoloniale et panafricaniste

"Soirée-discussion avec les interventions de Amat Boukari Yabara et Said Bouamama. Organisé par le Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires de Grenoble et la Ligue panafricaine UMOJA."

17 mai : Inauguration du centre LGBTI de Grenoble

"Le Centre LGBTI de Grenoble déménage ! On vous invite à venir célébrer ça ainsi que ses 25 ans d'existence et les 50 ans des émeutes

de Stonewall."

21 mai : Chantier barricades à la Zad de Roybon

"Le 21 mai prochain, la machine judiciaire va se prononcer sur le cas du toujours inexistant Center Parc de Roybon. Au vu de la situation, une probable expulsion de l'occupation des approximatifs 200 hectares de forêt appartenant à Pierre et Vacances et de la Maison de la Marquise appartenant à l'ONF est envisageable."

5 juillet : Expulsion : mort d'un père de famille à Chambéry

"Lakhdar Bey mort entre les mains de la police qui expulsait sa famille. Etre en impayé de loyer mérite-t-il la peine de mort ? Un rassemblement s'organise à la mairie de Chambéry à 18h, lundi 8 juillet. Tâchons d'y être nombreuses et nombreux pour soutenir la famille et dénoncer les expulsions !"

9 juillet : Ça roule pour l'agrandissement de l'A480 !

"Tous les voyants sont au Vert ! Après le rejet du 3eme recours contre le projet de réaménagement et d'élargissement de l'A480, ça roule pour les services de l'État ! Ce projet, affirment-ils, impliquera moins de bouchons, moins de pollution et moins de bruit pour tous, et donc une meilleure qualité de vie ! Chouette, c'est super !"

31 août : Le Squat solidaire en procès

"Le Squat Solidaire ouvert il y a plus de trois mois dans l'ancien bâtiment syndical Sud-Solidaire rue des Trembles est en procédure d'expulsion. C'est un lieu de vie où une quarantaine de personnes, le plus souvent en demande d'asile, essaient de s'organiser."

7 septembre : "Solitude" en résistances – Balade décoloniale #4

"Quelles rues de Grenoble honorent des personnes ayant participé au processus de la racialisation, de la traite négrière, de l'esclavage et de la colonisation ? Quelles figures de résistant.e.s à ces oppressions aurait-on aimé voir honorer dans nos rues ? Lesquelles y apparaissent déjà ?"

18 octobre : Halte à l'agression militaire turque contre le Rojava

"Depuis le 9 octobre les forces armées turques ont lancé des attaques terrestres, accompagnées de frappes aériennes massives et des tirs d'artillerie dans le nord de la Syrie. Les États-Unis portent une lourde responsabilité pour avoir donné le feu vert à cette agression. [Manifestation à Grenoble à 18h.]"

28 octobre : Procès en appel du Cesai, squat à Gap

"Le CESAÏ est un squat ouvert à Gap depuis mi-octobre 2018 dans des locaux gérés par la mairie et appartenant à l'EPF PACA, société publique de gestion des biens immobiliers dans la région. Ce lieu est d'abord un lieu de vie, où près de 70 personnes résident, mais aussi un lieu de passage pour tout type d'individu qui veut se reposer, trouver un toit ou partager des moments. C'est encore un lieu où s'organisent des événements, des repas partagés, des discussions, etc."

13 novembre : Action BDS à la Belle Electrique

"Catherine Ringer est annoncée pour un concert le 19 décembre prochain à

Tel Aviv, ville construite sur les ruines de sept villages palestiniens, capitale reconnue d'Israël, symbole de sa politique d'apartheid, et théâtre de ses tentatives de blanchiment artistique. [...] Son refus d'y aller mettrait au grand jour les violations constantes que subit la population palestinienne. Elle sera à Grenoble, le 13 novembre à la Belle Électrique."

21 novembre : Expulsion du camp de la gare

"Le camp sous le pont entre la gare de Grenoble et St Bruno va être expulsé [...] par la préfecture. Au moins 1/3 des familles, si ce n'est plus, ne seront pas relogées, et laissées dans le froid, sans tente ni lieu où s'installer, après un tri humain effectué par l'État. Les familles restantes seront relogées en CADA ou en "hébergement hivernal"."

23 novembre : Justice pour Joail, mort à Vienne après un contrôle de la police municipale

"Nous demandons à la justice d'entreprendre une véritable enquête sur les circonstances de la mort de Joail, et que la responsabilité des agents soit établie. [...] Un recours est également déposé contre la ville de

Vienne. [...] Le combat pour obtenir le procès des responsables de la mort de Joail continue. [...] Venez nombreux à la Marche "Justice pour Joail"."

26 novembre : Opération de fichage et perquisition menée à Grenoble

"C'était essentiellement une opération de fichage généralisé d'un certain "milieu". Et au passage, des raffles racistes, des perquis, des insultes racistes, sexistes et transphobes. A ce stade, on a l'impression que n'avançant pas trop dans leur enquête [sur plusieurs incendies et saccages constatés entre 2017 et 2019 à Grenoble], ils ratissent bien large [...]. C'était aussi l'occasion de faire un gros étalage de leurs moyens pour intimider, réprimer, faire peur et diviser. [...] nous restons solidaires les un.e.s des autres et continuerons à lutter contre l'état et sa répression."

17 décembre : Retraites, chômage, services publics : défendons-les !

"Poursuite de la grève générale. Appel intersyndical à manifestation ce mardi à 10h à la gare de Grenoble."



Quelques temps forts de rencontres et d'élaboration des luttes

4e Rencontres de géopolitique critique
4 au 16 mars
Questionner la violence au sein des systèmes qui nous gouvernent : celui du néolibéralisme dont la fonction est de créer des inégalités ; celui des dispositifs sécuritaires ; celui plus largement de l'État chaque fois qu'il domine.

15e Rencontres sur la traite négrière et l'esclavage
29 avril au 1er juin
Au programme, entre autre : Traite négrière, esclavage et réparations : où en est-on ? Le boycott de Rosa Parks contre le racisme anti-noirs : quels prolongements aujourd'hui ?

Festival féministe "Bad Asstéroïdes"
5 au 10 juin
Une pluie de féminismes s'abat sur Grrrenoble dans une atmosphère festive, créative et politique. Bad Asstéroïdes, c'est l'envie de faire ensemble, de se rencontrer et de se donner de la force.

Une semaine contre la répression
9 au 16 septembre
En soutien de celles et ceux, gilets jaunes, qui furent interpellé-e-s le 1er mai à la suite de la manifestation syndicale. Nous organiser collectivement pour y faire face ensemble plutôt que séparément.

* Retrouver l'intégralité des articles sur cric-grenoble.info

Contrôles racistes à la gare de Grenoble

Publié le 27 avril 2019

[L'article original est composé d'enregistrements audios]

Depuis début avril, à la gare de Grenoble, la police persécute, contrôle, harcèle [...] toutes les personnes noires qu'elle croise. [...]

Témoignage de Monsieur D

"[...] Ça fait plus de deux semaines ici, à la gare de Grenoble. [...] On remarque toujours que les policiers et les contrôleurs qui viennent ici nous montrent qu'ils comptent seulement les Noirs, pas les autres couleurs de peau. Si t'as la peau noire t'es devenu criminel ou quoi ? On ne sait pas ! Vraiment qu'on vienne m'expliquer. L'armée française, ils sont plus de 5000 soldats, on a jamais manqué de respect là-bas dans mon pays. Avec le respect, on leur donne un logement, on leur donne tout [...]. **Ils sont libres de faire ce qu'ils veulent chez nous. Mais si nous on vient chez vous on nous prend comme des criminels, des voleurs, des délinquants. Or on n'est pas dans ces milieux-là !**"

Témoignage de Monsieur U

"Ça fait un bout de temps qu'à la gare on est très très mal vus. Les Noirs disons comme les sans-abris – parce

qu'on est sans-abris. Mais à chaque fois que les flics viennent ils se dirigent toujours sur les Noirs. On peut être assis à 5, autour, c'est des Blancs, ils ne leur demandent rien, ils viennent directement fouiller nos sacs, nous demander si on a des papiers ou pas. **Ils ouvrent notre sac et fouillent directement dedans, eux-même.** [...] Que je doive dormir dehors : j'encaisse, je vois plein de Français qui dorment dehors - ce qui n'est pas normal - mais à chaque fois, se faire contrôler, se faire jeter, ça... ça fait mal ! [...] Changez tout ça ! [...] C'est tous les jours ! [...] Maintenant ils ont temporisé un peu, mais avant chaque jour ils venaient à la gare, ils tournent un peu et quand ils voient un Black ils t'arrêtent, te demandent tes papiers, fouillent dans ton sac. [...] Ils ont fouillé deux personnes, et ils les ont embarquées dans des camionnettes et on ne les a jamais revues. Quand c'est comme ça, on a tous peur.

Tous les jours c'est les mêmes policiers, et ils refont les contrôles : une fois je me suis fait contrôler 3 fois dans un même jour.

Ça, ça veut dire quoi ? [...] Les blancs quand ils voient ça [...] ils se disent "mais qu'est-ce qu'il a fait ?". Automatiquement ils ont peur de nous, [...] genre on est des voleurs ou des criminels ou je ne sais pas quoi. Ça nous blesse ! On est humain comme ceux qui contrôlent, même chose ! On a des droits comme eux. [...] Quand ils te voient marcher, si t'es un Black, il ne faut pas les regarder sinon ils t'arrêtent direct. [...] Ça c'est leur travail ? C'est bizarre. [...] Au début je voyais ça comme un truc raciste, mais c'est plus que ça. [Une] nuit [...] entre 2h et 3h, ils sont venus nous réveiller, ils ont pris nos draps, nos affaires et tout jeté. [...] Ils ne nous ont pas contrôlés, juste pour chasser ! [...]"

"Si t'a la peau noire t'es devenu criminel ou quoi ?"

Témoignage de Monsieur T

"[...] On veut que les Grenoblois voient les choses, [...] le contrôle chaque jour c'est comme ça parce qu'on a la peau noire. Vraiment je vois ça comme un pays raciste. [...] On est pas un agresseur, on est pas vendeur de drogue, ni des criminels. Vraiment ça nous fait chier, c'est ce que j'ai à vous dire."

Putsh en cours à Radio Kaléidoscope

publié le 9 juin 2019

Le lundi 22 avril Radio Kaléidoscope nous annonce que trois des émissions de la grille des programmes sont supprimées : DégenréeEs, Parloirs libres et Micro-ondes et ce, sans discussion [...].

Qui aurait cru que Radio Kaléidoscope pouvait, comme beaucoup d'autres radios, mépriser ses bénévoles, ses auditeurs et auditrices ? Des radios associatives cherchent le plus clair de leur temps à courir après des subventions et des partenariats. D'autres courent après la pub, ou ce qui serait à la mode, vendeur... Et ça revient peut-être au même ! Tout ça finit par leur coûter leur âme. La volonté d'indépendance et d'esprit critique des radios associatives disparaît petit à petit et radio Kaléidoscope, avec son nouveau CA, ne fait pas exception. [...]

Nous n'avons pas reçu de véritable argument ou raison à cela sinon qu'elles n'entreraient plus dans la ligne "politique" de la radio.

Et oui, "Ligne Politique" signifie aujourd'hui supprimer des émissions qui diffusent des critiques politiques, portées par des bénévoles, pour l'une impliquée depuis presque 15 ans dans la radio. [...]

"La parole libre et permanente est menacée par les "sujets" qui payent, "les sujets" qui ne dénoncent pas, ne dérangent pas"

Que cherche Kaléidoscope en supprimant ces émissions ? L'argument de la ligne des programmes est faible. Il ne dit rien en effet sur le projet radiophonique et associatif qui trinque au profit d'une autocensure : ne pas déranger les esprits, les élu·e·s, les politiques locales, départementales, nationales, avec les mots et les maux des premières concernées ? La parole libre et permanente est me-

nacée par les "sujets" qui payent, "les sujets" qui ne dénoncent pas, ne dérangent pas, et qui relaient "la culture" que soit disant tout le monde attend (mais qui se trouve pourtant déjà sur la grande majorité des ondes). Nous vous laissons aller y jeter vos esgourdes si vous voulez vous rendre compte des sensibles changements de programmes, écoutes musicales et traitements des informations... [...]

Nous avons décidé de ne pas nous taire. Nous voulons pouvoir diffuser sur la bande FM et nous ferons notre possible pour cela. Nous ne voulons pas rester dans la tristesse ou l'abattement et avons décidé de réagir à ce qu'il se passe.

POUR DÉFENDRE DES RADIOS LIBRES, PARTICIPATIVES ET DÉRANGÉANTES !!!

"DégenréeEs, Parloirs libres, Micro-ondes"



La domination de l'urgence (climatique)

14 juillet 2019

Thème principal de la dernière élection européenne, manifestation d'ampleur des jeunes tous les vendredis, unes des journaux et des JT... "l'urgence climatique" est dans toutes les bouches, dans toutes les conversations, dans toutes les têtes. Et avec elle son cortège de bonimenteurs, sauveurs de l'humanité, business men repeints en vert et escrocs-experts de toutes sortes. Autant le dire tout de suite : il n'y a pas de "solutions" toutes faites ! Alors, il faut nous poser et poser les idées à plat pour essayer de comprendre les enjeux de notre époque confuse.

Urgence climatique, état d'urgence, urgence, urgence, mais est-ce que ça urge vraiment ?

Urgence est l'état des choses qui demande une solution rapide pour ne pas empirer. L'exemple de l'urgence à l'hôpital est parlant : si quelqu'un perd son sang en masse, il va aux Urgences, sinon il meurt. Est-ce pareil pour le climat ? La question ne doit pas se poser en ces termes. D'abord parce que la notion de "climat" est une notion technique de météorologues et que le problème est beaucoup plus global que cela. En parlant de "climat", nos experts ne parlent pas de la nature, d'espèces, d'arbres, d'oiseaux, d'humains, de la vie quoi. Cette notion technique a l'art de ne froisser personne et de dépolitiser le débat.

Ensuite, il faut faire très attention à ne pas tomber dans le panneau du pic d'anxiété médiatiquement provoqué comme pour Charlie.

Certes, il y a catastrophe, mais cela fait plus de vingt ans que les scientifiques du GIEC l'affirment. René Reisel et Jaime Semprun, dans leur livre *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable* en parlaient il y a plus de dix ans ! Nous sommes déjà bien au courant, rien qu'en regardant autour de nous, la prolifération des pollutions et la nature qui se meurt.

Mais alors pourquoi tout ce tapage en ce moment ?

Nous vivons une époque où l'affect qui nous relie tous dans cette société déshumaine et hyper-rapide, c'est l'anxiété. Les médias de masse, les politiciens et les marchands de sommeil accentuent ce phénomène à chaque occasion propice : pour faire de l'audimat, pour une élection ou pour nous vendre la dernière camelote à la mode... et ça marche !

L'anxiété accrue crée la peur qui provoque à son tour tout une série de réactions collectives et individuelles souvent [...] néfastes pour la communauté : mouvements de panique, colères et violences aveugles, crises d'achats compulsifs, écrans-suicide-suicides-nihilisme-hédonisme.

[...] Massivement et socialement, cela conduit surtout à une soumission profonde aux directives des puissants en cravates et col blancs. [...]

Ils répondent aux questions qu'ils posent.

En écoutant la radio, la télé et Internet, on entend parler "d'émissions de CO2" et point barre. C'est simple comme problème non ?

Les hardes de scientifiques, d'experts et techniciens nous incitent à regarder le monde avec leurs œillères étroites, à parler de "données", de chimie et de thermodynamique comme si la Terre et les êtres qui la peuplent étaient un "système" qu'on pourrait réduire à des chiffres que l'on aurait plus qu'à fourrer dans un ordinateur, et hop ! la solution apparaîtrait. [...] Vient se pencher, par dessus l'épaule du scientifique, le businessman qui voit lui, outre des "données", des dollars à se faire, parce que le fameux "carbone" est avant tout un marché.

A l'heure de la finance, on achète le droit de polluer. Celui-ci constitue des titres qui peuvent s'échanger au gré des fluctuations des cours boursiers en dollars sonnants et trébuchants. [...] La taxe carbone et le marché du carbone sont seulement des moyens pour le capitalisme d'engranger plus d'argent. Et ni les arbres plantés en rang d'oignon ne "compenseront" une forêt détruite, ni les voitures électriques empêcheront les industriels de Total ou d'Elf d'extraire du pétrole pour le vendre et le brûler. [...] Cynisme et efficacité sont les deux mamelles du système.

De quel système parlons nous ?

Les jeunes qui manifestent l'ont bien compris, quand ils clament "ha anti-capitaliste !". Hé oui ! On croyait le terme désuet et ringardisé depuis la fin des années 1970 ! Fini la politique ! Les "Trentes Glorieuses" devaient nous mener tout droit sur la route du Progrès Illimité. La chimie, l'atome, l'agriculture et la production de masse devaient nous apporter joies, bonheur santé et paix. Alléluiaaaa mes frères !

Aujourd'hui la religion du dieu Progrès se pare de nouveaux adjectifs "vert" "durable" "équitable" "bio" "soutenable"... Il prétend maintenir notre confort moderne, assurer celui des milliards d'indiens et de chinois qui veulent le même et en même temps, [...] faire des technologies toujours plus propres, plus vertes et plus efficaces. Mais nous ne sommes plus dupe, Tchernobyl (et Fukushima en rappel), nous obligent à faire face à notre avenir avec moins d'images idylliques dans la tête et moins de faste. [...]

Capitalisme et système technicien [...] font de la planète une vraie poubelle : [...] on voit bien l'accoïtance entre l'industrie, la technologie et le système de production capitaliste. Car c'est de production dont il s'agit puisque au final, si ces objets, ces gadgets, ces bagnoles n'étaient pas produites, elles ne pollueraient pas, ni dans leur fabrication, ni dans leur consommation. Ce sont en grande partie les industriels les criminels, responsables de ce biocide (meurtre de la vie). [...] Il serait [...] utile d'établir des préceptes de base pour réfléchir collectivement et individuellement. [...]

"Collectif pour l'abolition du climat"

Plan canicule à Grenoble : toutes et tous à la piscine !

publié le 29 juin 2019

La situation est tendue dans les piscines municipales, qui ont fermé leurs portes au public le 26 et 27 juin, et ré-ouvert sous le contrôle de la police. Les actions pour l'autorisation des maillots couvrants ont suscité l'hystérie médiatique. [...]

Après deux jours de fermeture, la piscine réouvre partiellement [...] sous haute surveillance. Des vigiles procèdent à un contrôle minutieux, obligeant chaque usagè.e à vider tout le contenu de son sac dans une boîte, au vu de tou.te.s. [...]

Les travailleur.se.s ont décidé d'exercer leur droit de retrait, et ont demandé un renforcement des équipes de sécurité, qu'ils ont obtenu ce vendredi. [...]

Les médias font endosser la responsabilité de la situation aux femmes musulmanes. Les actions menées par un groupe de femmes, soutenues par l'association Alliance Citoyenne, ont suscité un grand nombre de réactions, majoritairement islamophobes, ou invoquant des scénarios grotesques. [...]

Le groupe de femmes à l'initiative des actions de désobéissance civile demande simplement [de] pouvoir se

baigner en maillot couvrant et accompagner leurs enfants à la piscine sans devoir se dénuder. [...] La municipalité leur oppose un refus catégorique.

"Le groupe de femmes à l'initiative des actions de désobéissance civile demande simplement [de] pouvoir se baigner en maillot couvrant et accompagner leurs enfants à la piscine sans devoir se dénuder"

La dernière publication de l'Alliance citoyenne à ce sujet examine et répond aux arguments qui leur sont opposés : [...]

- Sur l'hygiène, toutes les études sur le sujet ont montré que le burkini ne pose pas de problème d'hygiène. Le burkini est constitué de la même matière que les maillots de bain classiques [...],

- Concernant la sécurité, aucun élément n'indique que le port du burkini présente un quelconque danger. Le

Défenseur des droits a constaté que "les burkinis sont spécialement conçus pour la baignade et pour permettre de nager avec aisance" [...],

- Le principe de laïcité autorise bien le port du burkini. La laïcité garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs convictions, la liberté de culte et la liberté de manifester leurs convictions dans les espaces publics. [...],

- Depuis le début de cette campagne, Éric Piolle, le Maire de Grenoble ne s'est jamais prononcé sur les questions de fond rejetant nos demandes, les qualifiant de communautaires, et se réfugiant derrière le gouvernement pour justifier son inaction. Or, l'observatoire de la laïcité, saisi par le Maire, l'a renvoyé face à ses responsabilités, tout comme la Ministre de la justice, le 28 juin. Les règlements intérieurs sont une compétence municipale et c'est au Maire de décider le maintien ou non des règlements injustes. Éric Piolle, si vous cherchez une figure qui puisse vous permettre de justifier cette interdiction, ne saisissez pas les instances de la République [...] car elle est indéfendable sur le fond. [...]

Pour une maison des peuples à Neyrpic

publié le 25 novembre 2019

[...] Monsieur le Maire de Saint-Martin-d'Hères,

À l'occasion du premier anniversaire de notre mouvement et en réponse à l'appel au blocage d'un lieu symbolique de la consommation par la quatrième Assemblée des Assemblées de Montpellier, nous, Gilets Jaunes de Grenoble, soutenus par d'autres collectifs (Alternatiba/Anv COP 21, Extinction Rebellion, Fridays For Future et Neyrpic Autrement), avons décidé d'occuper un hangar du site Neyrpic pour y faire naître une Maison des Peuples.

L'ouverture de Maisons des Peuples correspond à notre volonté de créer des lieux accueillants pour tous les citoyen.ne.s qui veulent construire une autre société [...]. **Ayant été expulsé.e.s de manière illégale par la police**, sans notification du tribunal samedi soir, nous n'avons pas

eu le temps d'échanger avec vous. Nous souhaitons donc, à travers cette lettre, réaffirmer notre opposition au projet Neyrpic tel qu'il est conçu aujourd'hui, mais également vous demander la mise à disposition du hangar afin de reprendre la construction de cette Maison des Peuples là où elle s'est arrêtée. [...]

"Nous manquons aujourd'hui cruellement d'espaces de vie politique"

La brochure du promoteur Apsys nous promet une "expérience shopping augmentée", un "concept mixte mêlant shopping, lifestyle, food, sports et loisirs sur 50000m²" [...]. Il nous semble que ce que vous appelez

"Occuper un hangar du site Neyrpic pour y faire naître une Maison des Peuples"

un "pôle de vie" n'est rien d'autre qu'un centre commercial 2.0. [...]

Abandonner un espace si central aux mains des grands groupes privés afin que le territoire gagne en "attractivité" au sein de l'agglomération, est-ce là votre projet ? [...]

Que vous vouliez mailler le territoire et créer une connexion avec le campus universitaire, c'est une bonne chose, mais rien n'oblige à le faire à travers les formes emblématiques du capitalisme. [...]

Si nous devons bien sûr subvenir à nos besoins, nous manquons aujourd'hui cruellement d'espaces de vie politique. **L'attachement des Gilets Jaunes aux rond-points en est un indicateur fort.** Notre colère devant le projet Neyrpic est fondée et légitime. [...]

Nous vous demandons de mettre ce hangar à disposition pour notre maison des peuples, au moins tant que les recours juridiques ne seront pas réglés. [...]

Esquisse d'une pensée contre les frontières étatiques et les frontières de classe

24 septembre 2019

La mobilisation contre les frontières - présentes entre les États, dans chaque flic, dans les gares, les aéroports et les administrations, et dans chaque esprit élevé en Occident - dure depuis deux ans dans le Briançonnais, terre sans lutte en l'absence d'une classe prolétaire organisée.*

[...] Ce 10 janvier 2019, deux camarades comparaissent devant le tribunal correctionnel de Gap. Ils sont accusés d'aide au passage illégal de la frontière franco-italienne, dans les environs de Briançon.

Il n'y a pas lieu de s'en indigner ni même de s'en étonner. Le contrôle des frontières et des marchandises et humains admis ou non à les franchir est une prérogative exclusive et essentielle des États.

Qui s'incarne au quotidien dans la persécution et la mise en danger par les forces de l'ordre des personnes qui tentent de rentrer et de séjourner en France sans les bons papiers.

Qui se traduit par la conclusion d'accords avec les chefs de guerre libyens, le roi du Maroc et autres dictatures, turque ou soudanaise.

Le concept : l'externalisation des frontières. Les conséquences : des dizaines de milliers de vies englouties par le désert et la mer, le viol des femmes et la torture systématisées, l'internement de masse dans des camps de concentration, l'esclavage.

De Khartoum à Calais, des barbelés des camps libyens aux patrouilles nocturnes de flics dans la montagne, une seule et même politique.

Quiconque entend contester ce monopole du contrôle des frontières par l'État s'expose à une réaction du pouvoir. Réaction qui s'exprime dans ce tribunal par la voix du procureur et la future sanction des juges. Dans ce système-monde, la répression prend des formes multiples : elle est économique, policière, pénale, plus ou moins systématique et brutale selon la position à laquelle on est assigné dans l'échelle des dominations. [...]

Marchandise humaine et compétition

Les migrations vers l'Europe, si marginales qu'elles soient par rapport aux mouvements migratoires dans le monde, ont généré un bruit médiatique phénoménal ces dernières

années. Ces candidat·es à l'intégration représentent une aubaine à plusieurs titres. Boucs émissaires parfaits dans une période de rhétorique d'insécurité permanente, ils permettent d'acheter et de fabriquer l'électorat de l'extrême-droite. Ils justifient ensuite de renforcer aux frontières intérieures et extérieures de l'Europe, et sur tous les territoires possibles l'emploi de matériels et moyens de surveillance, contrôle, répression, enfermement, etc., un terrain de jeu et un marché lucratif pour l'industrie d'armement.

Les nouveaux arrivant·es représentent enfin une main-d'œuvre idéale : arrivée auprès de l'employeur à ses propres frais, à un prix défiant toute concurrence locale, sans protection sociale ni sécurité au travail, rendue docile par les difficultés du parcours, et jetable dès qu'elle n'est plus utile.

Le patronat ne s'y trompe pas lorsqu'il affirme la nécessité de cette migration corvéable à merci. Comment pourrait-on alors encore aujourd'hui penser que l'immigration représente un problème alors qu'elle contribue à la croissance, si ce n'est pour s'assurer que les exploité·es soient mis en concurrence ?

Dans les anciennes colonies françaises comme en hexagone, on peut se retrouver à travailler pour les mêmes firmes transnationales, plus ou moins exploité·e selon que l'on dispose ou pas des bons papiers. On peut ici se sentir privilégié·e bien que "la crise" (qui n'est qu'une réorganisation de la production capitaliste) touche également la population voyant son niveau de vie reculer. [...]

Les migrant·es sont accusé·es d'être des concurrent·es sur le marché du travail alors qu'elles sont d'autres exploité·es. [...]

Le repli nationaliste, xénophobe qui se répand et peut apparaître comme une "menace pour la démocratie" est compréhensible dans ce contexte d'insécurité économique, de souffrance et de précarité qui ne sont que les effets concrets de la mise en concurrence violente du prolétariat. [...]

Et alors ?

Quelle possibilité pour une lutte dans le Briançonnais, territoire où la classe prolétaire (saisonniers des stations et précaires du bâtiment) est atomisée et pour une part importante itinérante, donc peu organisée face à la classe exploiteuse, et qui se retrouvera à la rue quand le réchauffement climatique aura fait fondre les espoirs de loisirs de neige ? Quelle lutte dans un territoire où la classe possédante profite de l'exploitation touristique de la montagne mise en scène comme un espace sauvage, préservé dans un spectacle caractéristique du capitalisme de loisirs ? Quelle lutte possible dans un territoire où les forces de l'ordre sont chargées d'assurer que les "indésirables" soient invisibles dans ce décor de carte postale ? Bousculer cet ordre frontalier implique de remettre en cause l'ensemble de l'industrie de loisirs [...].

Ni ici ni ailleurs, nous ne voulons qu'une infime minorité prenne les décisions, accumule les richesses extorquées. [...] Peut-on faire autrement que lutter dans chaque situation où nous percevons nos intérêts communs pour les réaffirmer et nous libérer ensemble, à partir d'une conscience de condition commune, entre exploité·es et face aux exploit·eurs ? Peut-on s'opposer plus longtemps aux politiques racistes d'État sans s'associer avec les principaux concernés, la où ils et elles s'organisent et luttent déjà ? Peut-on combattre les violences policières sans une analyse systémique ?

* Retrouver l'article en italien et anglais sur le site du CRIC.

Arlequin - Pourquoi voter contre les démolitions

Publié le 14 octobre 2019

En 2018 la mairie a décidé de démolir 303 logements de la Villeneuve [...] pour obtenir les subventions pour réhabiliter tous les autres autres logements de la Villeneuve... Sauf que l'Etat a refusé de réhabiliter les 470 logements du 10, 60 sud, 90, 110 et 120 Arlequin.

27,1 millions d'euros correspondant exactement aux subventions pour les démolir ont été réservés pour une 2ème phase de la rénovation du quartier, dans la convention signée par l'État, la Métro, la Mairie et les bailleurs HLM.

La décision de démolir ou non sera prise entre 2021 et 2023 en fonction principalement de la diminution du nombre de "locataires modestes" dans le quartier. [...]

4 bonnes raisons de voter "contre les démolitions de logements sociaux" à Arlequin ! [au référendum d'initiative citoyenne du 14 au 20 octobre].

1. Les locataires délogé.e.s ne choisissent pas leur logement !

En cas de démolition vous n'aurez droit qu'à 3 propositions de logement. Vous serez obligé d'accepter la 3ème sous peine de perdre votre bail et d'être expulsé. Vous ne pourrez pas exiger de payer le même loyer ou d'avoir la même surface. [...]

2. C'est les locataires qui paient la réhabilitation de leur logement.

Ce sont les locataires HLM qui financent avec leur loyer la plus grande partie du programme de réhabilitation (plus de 70 % en moyenne). [...]

3. Il est possible de réhabiliter sans démolir.

L'État à travers son Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) exige des démolitions pour subventionner la rénovation du quartier. Or

sur la Villeneuve l'ANRU ne subventionne que 10 % des travaux de réhabilitation. Pourquoi dans ce cas accepter les démolitions ? Pour remplacer les familles modestes par des familles plus aisées et accorder de grands chantiers aux géants du BTP ?

4. Aucune bonne raison de démolir !

Pourquoi démolir des logements de bonne qualité et pas chers, alors que 17000 ménages sont en attente d'un HLM, et que les rues sont pleines de personnes qui dorment dehors ? [...]

Les locataires paient, c'est à eux de décider ! [...]

Récupération politicienne, hors de nos luttes

publié le 9 décembre 2019

Suite aux perquisitions du mardi 26 novembre, des opportunistes se sont pointé.e.s pour essayer de mener leur jeu politique. Petite mise au point.

Mardi 26 Novembre 2019, les flics ont perquisitionné six lieux de vie ou d'activité à Grenoble et alentours, dont trois appartenant à la mairie de Grenoble, dans le cadre d'une enquête. [...]

Le jour même et le lendemain dans l'un des squats perquisitionnés et récemment conventionné par la mairie, se sont présenté.es la première adjointe au maire, Élisabeth Martin, une fonctionnaire du CCAS, Agnès Jaquemose, et un élu, Emmanuel Carroz.

Ils sont soi-disant venus apporter de l'aide matérielle, morale et juridique, aux habitant.es de ce lieu jusqu'à proposer de porter plainte contre l'état pour perquisition abusive et transphobie.

Alors qu'elle veut se donner une image de défenseur des opprimé.es et une bonne conscience auprès de la communauté LGBTQIA+ [...] à quel-

ques mois des élections, la mairie continue d'expulser squats et campements et de mener sa chasse aux pauvres et aux étrangers.es.

Elle se garde bien de mettre à disposition ses bâtiments vides, alors qu'elle parle de droit au logement tous les quatres matins.

"On est habitué.es à l'hypocrisie de la mairie qui d'un côté tente de se donner dans les médias une image humaniste, voire presque militante et solidaire des personnes en galère, et en même temps joue le jeu répressif et sélectif de l'état"

Elle va jusqu'à proposer de prendre en charge les dossiers de personnes en situation irrégulière envoyées en CRA [...] tout en prenant part quotidiennement à la machine à expulser qu'est la France. Même si là elle va loin dans le foutage de gueule, on est habitué.e à l'hypocrisie de la



mairie qui d'un côté tente de se donner dans les médias une image humaniste, voire presque militante et solidaire des personnes en galère, et en même temps joue le jeu répressif et sélectif de l'état. [...]

En plus du fait que nous n'accepterons pas que des politicien.nes parlent en notre nom, on notera l'ironie de la situation, car la mairie est elle-même plaignante dans cette affaire [...].

"Des personnes perquisitionnées et leurs camarades"



Misère le Département

publié le 20 février 2019

[...] Tout en disant mener une lutte renforcée contre la précarité, le département de l'Isère - chef de file de l'action sociale - œuvre contre les plus précaires. Il démantèle les services qui les accueillent, en diminuant fortement leurs subventions, lorsqu'il ne va pas jusqu'à les supprimer [...].

Il détruit les lieux ressources destinés aux personnes en difficulté, ainsi

que les réseaux de professionnel·les compétent·es et reconnu·es qui les accompagnent. Autant de savoir-faire issus d'années d'expériences qui disparaissent !

Cette casse continue résulte de choix politiques et financiers délibérés. [...]

Nous travailleurs sociaux des secteurs de la prévention spécialisée, de l'Aide sociale à l'Enfance, de l'insertion, de l'asile, de

l'hospitalier, du médico-social, du handicap, de l'hébergement, des Services locaux de Solidarité... - refusons une commande publique qui verse de plus en plus dans le contrôle social des pauvres. [...] Nous sommes dans un contexte où les inégalités et les injustices sociales sont indécentes.

Comment peut-on croire que la réduction des budgets destinés au social et le renvoi vers le secteur caritatif seraient la bonne réponse ? [...]

Si nos services et asso-

ciations - qui assurent ces missions de service public - disparaissent, à qui vont être confiées les missions de solidarité : aux fonds privés et au libéralisme ?

Nous refusons la marchandisation de nos secteurs ! Il ne s'agit pas de défendre nos postes mais une conception plus juste et égalitaire de la société. [...]

"Collectif des travailleurs médico-sociaux de l'Isère"

"Nous sommes dans un contexte où les inégalités et les injustices sociales sont indécentes"

Lettre ouverte aux Red Kaos 1994

Publié le 9 juin 2019

Ce texte est une réaction au communiqué du 24 avril 2019 du Red Kaos 1994, supporters du GF38 (Grenoble Foot). [...]

Analyser les situations en termes de classe, c'est prendre en compte toutes les dynamiques à l'intérieur de celle-ci.

La lutte contre l'homophobie n'est pas une question de valeurs prônées, de discours, ou de déclarations d'intention. Si des banderoles comme [...] celle qui a été déployée samedi 20 avril [...] ("RT : d'ailleurs bon anniversaire les PD !!"), des chants homophobes ou sexistes (à base de "pd", "enculé" ou "fils de pute") peuvent

être scandés, [...] acceptez alors d'entendre que [...] votre banderole et certains de vos chants constituent des actes homophobes.

Si les associations LGBTI comme Urgence Homophobie n'ont pas le monopole de la lutte contre l'homophobie, le Red Kaos 1994 n'a pas le monopole du parler populaire.

Se cacher derrière le fait que ces insultes n'ont plus le sens originel nous paraît être au mieux un manque de connaissance [...] ou au pire un positionnement politique malhonnête. [...]

Vous n'êtes pas et n'incarnez pas non plus la classe populaire et les personnes transpédégouines en font

tous et toutes autant partie que vous.

Si vous considérez que c'est un "puritanisme dangereux" que de vous demander d'arrêter de dire "pd", arrêtez de chouiner à la censure et remettez-vous en question. [...]

Si vous voulez vous former, les ressources existent, surtout à Grenoble [...].

On vous demande de réfléchir aux mots que vous utilisez, parce que le stade n'est pas un lieu magique où les oppressions disparaissent une fois une écharpe tendue entre les mains.

Manifestation le 02 octobre en solidarité avec les jeunes exilé.e.s en danger

Publié le 25 septembre 2019

La Préfecture et le Conseil Départemental de l'Isère conduisent une politique d'exclusion et de mise en danger des mineurs et jeunes majeurs étrangers.

Chaque jour, depuis le 31 août, des jeunes majeurs sont mis sèchement à la rue.

Quand ils atteignent l'âge de 18 ans, ces jeunes étrangers sont sortis du système de l'Aide Sociale à l'enfance (ASE) et le Département de l'Isère leur refuse le bénéfice des "Contrats Jeunes Majeurs", même s'ils

sont en cours de formation diplômante. En outre certains tombent sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français, (OQTF). [...]

Face à ces décisions injustifiables les jeunes se mobilisent courageusement pour faire valoir leurs droits ! [...]

Le 11 septembre près de 800 personnes ont manifesté : les jeunes, les Collectifs Migrants en Isère et la CISEM, réunissant la quasi-totalité des associations solidaires des mi-

grant.es dans le département, le DAL38 et les syndicats exigent :

- que soient reconnus leurs droits à la formation, au logement, à l'accompagnement,
- un moratoire sur la rupture des contrats jeunes majeurs, sur les mises à la rue, sur les expulsions du territoire,
- demandent au Président du Conseil départemental et au préfet de l'Isère de recevoir en commun une délégation des porteurs de cet appel.

CRIC est un média de lutte de Grenoble et alentours.

Il se veut être un relai des luttes locales, des analyses et des réflexions contre les systèmes de dominations (colonialisme, impérialisme, capitalisme, racisme, hétéropatriarcat...). L'équipe du CRIC souhaite que le plus grand nombre de personnes s'approprient le site pour (s')informer et réfléchir sur les luttes actuelles.

Nous essayons de rester un collectif ouvert à toutes les personnes intéressées, tout en maintenant un certain anonymat.

Pour nous contacter : cric@riseup.net.

CRIC fait partie du réseau "Mutu". Ce réseau de 15 sites de relai des luttes locales correspond à un projet tout simple : partage d'expériences et mutualisation des ressources.

Pour visiter le portail du réseau
<https://reseau mutu.info>

Comment publier sur CRIC ?

Pour participer à CRIC, il est nécessaire de se créer un compte qui donne accès à l'interface privée du site. Cette interface est un espace collaboratif où sont proposés, écrits et discutés les articles.

Les articles proposés et en attente de modération sont visibles par toutes les personnes connectées. Ce choix s'explique par plusieurs objectifs :

- rendre visibles et compréhensibles les processus de publication sur le site,
- permettre à chacun.e de donner un avis sur la publication (ou non) d'un article sur le site,
- permettre l'écriture collective, la participation de plusieurs personnes à un même article et la discussion entre ces personnes et les modérateur.ice.s.

A cette fin, des "forums" sont présents sous chaque article et permettent de donner son avis. L'auteur.ice reçoit par mail chaque nouveau post concernant son article.

Publier avec discernement :

Le Web est un espace de plus en plus régi par des lois sécuritaires. Quand on utilise Internet, on laisse des traces, notamment l'adresse IP de l'ordinateur utilisé. L'anonymat ne peut pas être garanti. Il est conseillé de prendre connaissance de Tor, un système de connexion anonyme à Internet.

Pour en savoir plus :



À retrouver aussi sur CRIC, début 2020

Du mouvement social...

Comptes-rendus en image de la manif retraites du 9 janvier
Procès en appel de deux gilets jaunes lourdement condamnés
Communiqué contre les violences policières du 10 janvier
Face à la répression dans les lycées : la solidarité
Le gouvernement prêt à tout pour passer en force



...au confinement

Des conditions d'hébergement indignes et inappropriées dans le contexte de l'épidémie Covid-19, confinement - infos pratiques, entraide et analyses
S'organiser à distance en temps de confinement
Initiative : nous suspendons notre loyer !
Arguments pour rejeter Stopcovid
Confinement : répression et racisme

